

بالتعاون مع:

مخبر الشراكة والاستثمار في المؤسسات الصغيرة والمتوسطة في الفضاء الأورو مغاربي

الملتقى العلمي الدولي
حول

55



أيام 20-21 أكتوبر 2009

عنوان المداخلة

LA CRISE FINANCIERE INTERNATIONALE : LES
BANQUES SONT ELLES RESPONSABLES ?

من إعداد الباحث

Mlle MEHABA SAMIA

Maitre assistante

Université de Bejaia.

Email : thamia24@yahoo.fr

LA CRISE FINANCIERE INTERNATIONALE : LES BANQUES SONT ELLES RESPONSABLES ?

Introduction :

Une crise financière est la conséquence d'une rupture de confiance sur les marchés financiers. Cette rupture de confiance peut avoir plusieurs origines. En effet, plusieurs facteurs peuvent être à l'origine d'une crise financière : asymétrie d'information, aléa moral, prise de risques excessive par les banques, ...etc. Les crises bancaires arrivent lorsque le système bancaire accumule des fragilités qui peuvent être d'ordre conjoncturel (problème de liquidités) ou encore plus grave comme des problèmes structurels (défaillance au niveau des bilans).

La crise financière actuelle, au début, était une crise de crédit. L'attitude des banques américaines était à l'origine de cette crise. En effet, les banques se sont mises à octroyer des crédits immobiliers à des ménages qui ont des revenus faibles, ceci étant, les banques comptaient saisir les logements dans le cas où les ménages n'arrivaient pas à rembourser leurs crédits. Cependant, les prévisions des banques sont avérées fausses car les prix de l'immobilier ont chuté.

Dans ce papier, nous voulons répondre à deux questions principales :

- 1 – quelles sont les origines de la crise ?
- 2- les banques, sont elles vraiment les responsables uniques de cette crise qui a touché le monde entier ?

Pour prévenir les crises, les économistes et spécialistes parlent de la nécessité de la mise en place d'indicateurs d'alerte des crises financières, néanmoins cette crise vient pour confirmer le caractère insuffisant de ces indicateurs. Le rôle prépondérant que jouent les banques dans les économies, qu'elles soient dirigées ou de marché, rend l'intervention des pouvoirs publics plus que nécessaire mais cette intervention ne devrait pas se traduire par une forte réglementation qui risque de paralyser les banques et de réduire la disponibilité du crédit.

Le secteur bancaire est l'un des secteurs les plus réglementés. En effet, les banques, dans leurs processus d'octroi de crédit, sont soumises au contrôle de la banque centrale, en outre elles sont tenues de respecter certaines ratios de solvabilité. Par conséquent le banquier subit la pression de deux parties : d'un côté, il y a la clientèle qui se plaint de la réticence des banques, du durcissement des conditions de crédit et donc invite les banquiers à plus de souplesse dans leurs missions, et d'un autre côté, les règles prudentielles et les normes instituées par les autorités de contrôle obligent le banquier à être prudent dans son activité. A tout cela s'ajoute que dans de nombreux pays (comme c'est le cas des USA), les pouvoirs publics ont institué des lois qui obligent les banques à accorder des crédits à des ménages ayant des revenus faibles.

A cet égard, il y a une question importante qui mérite d'être posée : les banques sont-elles les seules responsables de cette crise financière ?

I. La crise financière : origines et définition

Les crises financières ont de multiples effets. S'attarder sur ces effets n'est pas l'objet de cet article, mais il n'est pas inintéressant de citer brièvement les principaux effets. Les crises financières exercent des effets divers sur l'économie des pays touchés ; en effet, elles engendrent un ralentissement de la production et causent un désordre monétaire et financier¹. Elles peuvent pousser les pouvoirs publics à prendre des mesures fort impopulaires (comme l'augmentation des impôts, augmentation des cotisations, ...etc.), elles peuvent même modifier le rôle économique et social de l'Etat. En outre, dans un contexte de crise, l'endettement devient insupportable. Sur le plan social, les crises se traduisent souvent par un appauvrissement des populations et ce suite à l'érosion du pouvoir d'achat, conséquence directe du chômage induit par ces crises. Les crises financières peuvent déchirer le tissu social et peuvent donc mener à la déstabilisation de la société.

1. Définition :

Tout d'abord, une crise financière signifie une rupture de confiance sur les marchés financiers, les agents économiques touchés par la crise sont souvent proches de l'état de cessation de paiement. En effet, Elle peut être synonyme d'une baisse de la valeur des actifs détenus par les agents économiques : baisse des bourses, baisse de la valeur des obligations, dont une baisse du patrimoine des ménages. Les crises financières peuvent avoir plusieurs origines : une crise bancaire, une crise de change ou une crise boursière.

Une crise monétaire apparaît généralement lors d'une attaque spéculative contre la monnaie nationale du pays, qui oblige les autorités monétaires, notamment la banque centrale à intervenir pour défendre le taux de change en achetant la monnaie nationale contre des devises

Une crise bancaire : en dépit des nombreuses améliorations mises en œuvre depuis l'entre deux guerres pour améliorer l'organisation et le fonctionnement du secteur bancaire dans les principaux pays du monde, les crises bancaires ne cessent de troubler l'activité économique aux quatre coins de la planète.

Une crise financière peut se coupler avec une crise boursière, ainsi, si l'entreprise a des difficultés, ses résultats vont être mauvais et leur publication fera chuter le cours de la bourse

2. Origine de cette crise :

Comparer la crise financière actuelle au cataclysme économique le plus profond et le plus dévastateur de l'histoire moderne peut paraître excessif, mais la crise en cours est indéniablement la plus dangereuse depuis la seconde guerre mondiale². Les spécialistes disent que cette crise est une crise de crédit, il ya crise de crédit car la marché est asséché en liquidités. L'élément déclenchant de cette crise financière est la crise immobilière aux USA. Les banques ont accordé des crédits à des ménages qui n'étaient pas solvables, car elles comptaient sur l'hypothèque dans le cas où ces ménages n'arrivaient pas à rembourser leurs crédits, mais une fois que les prix de ces logements ont chuté, les banques n'avaient plus rien à récupérer.

Cette crise est qualifiée aussi d'une crise de subprimes. Le marché des subprimes est constitué de prêts risqués qui peuvent être hypothécaires, des cartes de crédits, de la location de voitures, ... et autres, accordés à des clients peu solvables. Ainsi, ces emprunteurs à risque peuvent contracter un emprunt immobilier sur ce marché moyennant un taux d'intérêt révisable indexé (par exemple sur le taux directeur de la FED) , majoré d'une prime de risque (d'où le nom subprimes). En outre, ces emprunteurs avaient la possibilité d'emprunter

¹ Jacques Abadie et Jacques Wagner : 29 / 73 , le choc des crises , le poids des transformations, édition Marketiong, 1990, page 14 .

² Charles Collins : la crise à la lumière de l'histoire, revue finances et développement, page 18, décembre 2008.

jusqu'à 110 % de la valeur de l'immeuble, objet du prêt. Il est essentiel aussi, de signaler ici que les emprunteurs avaient la possibilité de ne rembourser que la partie intérêt de leur mensualité, et cet intérêt était entièrement déductible d'impôt. Ainsi, beaucoup d'américains ont utilisé la valeur de leurs logements pour emprunter, les mesures d'accession à la propriété ont aggravé le problème, ainsi, en 2004, la proportion des propriétaires a atteint 69 % en attirant une clientèle à risque(l'augmentation de la demande a engendré une augmentation des prix de l'immobilier).

Le marché des subprimes a été massivement financé par la titrisation ; en effet, les crédits subprimes ne sont pas restés au sein des banques émettrices (les prêteurs) mais ont été transféré sous forme de titres de créances à d'autres banques et investisseurs via les marchés financiers, ainsi, tous les ingrédients de la crise ont été dont réunis. L'information joue aussi, un rôle prépondérant dans le déroulement de cette crise, on peut même affirmer que l'imperfection de l'information était l'un des éléments qui ont contribué à déclencher cette crise, car les agents économiques, se sont trouvés entrain d'acheter des titres financiers dont ils ignorent la qualité.

S'agissant des conséquences directes de cette crise, elle peut provoquer une raréfaction du crédit (crédit Crunch) aussi bien pour les entreprises que pour les particuliers, ce qui risque de diminuer leurs consommations, par conséquent, le risque d'une récession économique paraît inévitable.

3. La titrisation :

La titrisation peut être définie comme étant la procédure qui permet de convertir des blocs de crédits en titres négociables sur le marché financier. Ce dernier est le lieu où se rencontrent les demandes et les offres de capitaux ; les Usa demeurent la première place boursière du monde, rappelons ici quelques caractéristiques de cette place boursière. Le système de cotation se fait selon plusieurs indices dont le plus connu est le Dow Jones industrial average créé en juillet 1884³.quant au NASDAQ (national association of securities dealers automated quotation system) , il est l'indice électronique le plus représentatif des secteurs de pointe . Le NYSE , quant à lui , il est l'indice boursier de NEW York.

Plusieurs parties (acteurs) participent à cette opération : les banques(le cédant) vendent un ensemble de créances homogènes à une institution spécifique (SPV ou SPC)⁴ à charge pour cette dernière de financer la transaction par l'émission de titres destinés aux investisseurs⁵. Autrement dit, la titrisation est une opération financière par laquelle une banque revend ses créances sur des marchés spécialisés, souvent groupés avec d'autres valeurs ; ce qui lui permet à la fois de se refinancer et de réduire son risque (qui est reporté sur les investisseurs qui achètent ces créances).

Ce processus de titrisation est le résultat des banques qui veulent trouver une autre source de financement, au lieu de détenir des actifs peu liquides.de plus, ces banques ont recouru à cette ingénierie financière afin de se débarrasser du risque lié aux subprimes. Ainsi ; à partir de 2007, la crise des crédits subprimes a jeté le doute sur l'ensemble des véhicules de titrisation de créances, en premier lieu : les RMBS (residential mortgage backed Security), les CDO (collateralised debt obligation) , ensuite , ces titres de créances ont été mélangés à des

³ Le principe consistait à calculer par addition le prix des actions et à diviser le total par le nombre des valeurs.

⁴ SPV : Spacial purpose vehicle, SPC : spacial purpose company , il y a aussi : SVI : structured investment vehicle ; ces sociétés sont des véhicules de financement créés pour acquérir les créances de cédant et généralement aussi pour émettre des titres sur le marché.

⁵ Marchés de capitaux et techniques financières internationales

obligations d'Etat (titres de créances sans risques puisque l'emprunteur est l'Etat pour former un seul et même produit financier). En 2006, 80 % des crédits subprimes étaient titrisés.

II. Les banques sont elles les seules responsables ?

L'idée fondamentale que nous voulons défendre dans le cadre de cette communication est que les banques ont une part de responsabilité dans cette crise mais il est injuste de considérer qu'elles sont les seules responsables. En effet, nous allons voir ci-dessous que la responsabilité est partagée entre plusieurs acteurs : les banques, les pouvoirs publics, les actionnaires, les particuliers, les agences de notation et les fonds d'investissement. En outre et vu les conséquences néfastes engendrée par cette crise (destruction des capitalisations boursières, pertes d'emplois, ...etc.), beaucoup de spécialistes et d'économistes n'ont pas hésité d'accuser le mode de production capitaliste comme étant responsable vu que ce dernier encourage les individus à courir derrière leur profit. Cela dit, il serait donc intéressant de situer les responsabilités des uns et des autres dans cette crise car les remèdes et les solutions proposées ne peuvent être efficace sans une connaissance préalable des responsabilités de tous ces acteurs.

1. Responsabilité des banques :

L'ambition et la volonté des banques de dépasser le cadre de l'intermédiation classique les a conduits à adopter des stratégies téméraires, ce qui s'est traduit bien évidemment par plusieurs crises bancaires, de plus, les spécialistes estiment que si la gestion et le contrôle des risques étaient assurés de manière rigoureuse au sein des banques, il n'y aurait par définition pas de crise bancaire⁶.

La banque est l'un des acteurs économiques les plus influents. La banque est une entreprise qui fait le commerce de l'argent, le commun des mortels sait que la banque est une entreprise qui travaille avec l'argent des autres (les déposants), d'où les réticences des banquiers à s'engager dans des opérations de crédit dont le remboursement est incertain. d'un autre coté la banque est une entreprise qui est soumise à une logique de profit et de rentabilité, par conséquent, le banquier fera tout pour faire augmenter la rentabilité de sa banque en prenant le risque d'accorder des crédits soit à des entreprises soit à des particuliers. En effet, un banquier qui est trop prudent ou qui ne se met pas à la recherche des projets rentables sera mal apprécié par les dirigeants de cette banque. Nous pouvons donc affirmer que le banquier est soumis à une double contrainte dans l'exercice de sa fonction. A tout cela s'ajoute que le domaine bancaire est l'un des domaines où l'asymétrie d'information joue un rôle prépondérant.

Si on admet que les banques ne peuvent pas être les uniques responsables de cette crise, elles ont cependant, leurs parts de responsabilité. En effet, et s'agissant de cette crise, cette responsabilité peut être constatée lorsque les banques se sont mises à accorder des crédits à des clients peu solvables, ensuite, ces banques aussi étaient l'un des rehausseurs de crédit qui étaient au cœur du système de titrisation (voire ci-dessous). Le rehaussement de crédit (credit enhancement) est une opération par laquelle le cédant (qui peut être la banque) introduit une réserve (au sein des SPV ou SPC) qui peut rehausser la qualité de l'opération du point de vue du risque de crédit supporté par l'investisseur. A tout cela s'ajoute que les fonds

⁶ Frédéric Burguière : les limites de l'analyse quantitative : le cas des banques thaïlandaises, article.

d'investissements sont financés par les banques(les hedge funds se financent par effet de levier (c'est-à-dire peu de capitaux propres et beaucoup d'emprunt)

Plusieurs exemples peuvent aussi démontrer l'implication des banques et le rôle qu'elles avaient exercé dans l'apparition des crises. En 1999, les banques ont exercé des pressions sur le gouvernement américain pour annuler la loi de glass Steagal Act de 1933(cette loi interdisait aux banques de détenir des stocks d'action et de pratiquer aussi la spéculation boursière).

2. Responsabilité des pouvoirs publics :

Les pouvoirs publics (Etats, gouvernements, et les banques centrales) peuvent être considérés comme les vrais responsables de cette crise et ceci vu leurs ingérences dans la sphère économique. Ainsi, cette crise a mis en évidence les préjudices que peuvent provoquer toute intervention de l'Etat. Notons d'abord que le système bancaire américain a subi des changements importants depuis 1999 qui se sont traduits par une forte déréglementation, ainsi toutes les barrières volent en éclat⁷. Cette intervention peut être constatée à plusieurs niveaux : premièrement, les autorités ont émis des lois et des règlements qui obligent les banques à octroyer plus de crédits, même à des clients peu solvables. Au cours des années 70, les appréhensions de plus en plus fortes à l'égard des institutions financières ont poussé le Congrès américain à adopter une série de lois axées sur l'accès équitable au crédit (« fair lending ») et visant la résolution de problèmes de nature discriminatoire. Deux de ces lois, la *Fair Housing Act* (FHA) et la *Equal Credit Opportunity Act* (ECOA), interdisent la discrimination en matière de prêts résidentiels ou de tout genre de transactions de crédit sur la base de caractéristiques individuelles.

Toujours aux Etats-Unis, les communautés noires ou latino-américaines, souvent économiquement défavorisées, se trouvaient généralement exclues du marché des crédits. Pour mettre fin à cette discrimination, ou à tout le moins pour la diminuer, fut adopté le Community Reinvestment Act (CRA), en 1977, sous la présidence de Carter. Le CRA mentionne que 'les institutions financières ont une obligation continue et non discriminatoire d'aider à répondre aux besoins de crédit des communautés, y compris dans les régions à revenu faible ou modéré, et ce, sans que cela soit incompatible avec des pratiques de prêt saines. De plus, l'economic growth and Regulatory paper reduction act (loi 104- 208) est une autre loi (votée en septembre 1996) qui a mis fin aux restrictions sur les activités de prêts bancaires , c'est ainsi que les banques ont commencé à multiplier leurs activités.

Par conséquent, les banques et autres institutions financières de prêt doivent octroyer des crédits et services financiers aux individus à revenu faible ou modéré ainsi qu'aux organisations et associations s'occupant de ces personnes et ce, dans toutes les zones géographiques où les banques proposent des comptes bancaires. Par ailleurs, elles ont l'obligation de justifier les rejets de prêts, pour lesquels seuls les critères économiques peuvent entrer en ligne de compte⁸.

Deuxièmement Seules les autorités de tutelle sont habilitées à connaître tout le détail des crédits accordés par une banque, et peuvent imposer à un établissement des changements dans sa politique de gestion des risques. Par conséquent, nous pouvons dire qu'à ce stade d'analyse, les pouvoirs publics ont vraiment failli à leurs missions.

⁷ Michel Goussot : les Etats unis dans la nouvelle économie mondiale, édition Armand Colin, Paris 2000, page 270.

⁸ Site internet : www.financeite.be

L'intervention des pouvoirs publics dans la sphère économique ne date pas d'hier, et certaines décisions prises par les Etats dans le cadre de leurs politiques économiques peuvent être à l'origine des crises, en effet nous pouvons donner des dizaines d'exemples sur l'implication et l'ingérence des pouvoirs publics dans la sphère économique, En France, lors de la faillite de l'entreprise André Citroën, qui était sur le point de licencier 16000 travailleurs, le gouvernement avait obligé les banques à sauver cette entreprise. En outre, la volonté de maintenir un franc fort qui interdit tout progrès dans le commerce international est analysée, par les spécialistes comme l'une des causes majeurs de la prolongation de la crise de 1929 en France. En Grande Bretagne, les autorités ont voulu garder ou maintenir à tout prix la parité de sa monnaie (la livre sterling) durant les années 30, cependant ce maintien, selon les spécialistes, nécessite une certaine confiance qui n'est pas toujours disponible.

Concernant la crise asiatique, Nouriel Roubini⁹ estime que cette crise découle d'une tradition de garanties publiques à des projets privés, même en l'absence de promesses explicites de renflouement, les entreprises ont largement négligé les coûts et les risques des projets d'investissements. Les gouvernements asiatiques ont été accusés de mener des politiques teintées de favoritisme personnel et politique à l'égard d'un vaste réseau d'intérêts privés et d'intervenir en faveur d'entreprises en difficulté, c'est pourquoi les marchés ont fait l'hypothèse que le rendement de leurs investissements serait assuré contre les aléas, les banques ont fait de même finançant des projets d'une rentabilité sociale marginale, voire carrément nulle¹⁰.

Troisièmement, l'action suivie par la banque centrale est à l'origine de cette crise financière et ceci à travers l'impact des taux directeurs. Plusieurs études ont montré que les taux d'intérêts directeurs fixés par la banque centrale ont un impact sur les taux d'intérêts appliqués par les banques, donc sur la politique de crédit elle-même. L'attitude de la banque centrale américaine est l'un des facteurs qui ont déclenché cette crise. Entre 2003 et 2004, et en voulant éviter une récession économique suite à l'éclatement de la bulle internet à partir de mars 2000 et aux attentats du 11 septembre 2001, la FED a pratiqué une politique monétaire trop laxiste, en effet les taux directeurs étaient trop faibles, ce qui a permis aux banques d'appliquer une politique de crédit facile puisque les taux d'intérêts appliqués par ces banques étaient indexés sur les taux directeurs pratiqués par la FED. Ainsi, en 2001, le taux directeur était de 1,75 %, en 2003 il était de 1%, qui est le plus bas niveau depuis 1954.

Dans le cadre d'une action commune des grandes banques centrales, la Banque centrale européenne a décidé d'abaisser son principal taux directeur à 3,75% contre 4,25%. Plusieurs banques centrales mondiales, Plusieurs banques ont baissé leurs taux directeurs comme la banque centrale suisse, celle d'Angleterre, suivis par le Japon et la Chine. Cela dit, malgré la responsabilité des pouvoirs publics dans l'apparition des crises, les solutions et les remèdes qui peuvent être apportés à ces crises ne peuvent provenir que de l'Etat, en effet, la réussite des réformes initiées par R. Reagan durant les années 80 (83-86) ne pouvaient y avoir lieu si ce n'était l'intervention de l'Etat. Dans tous les pays qui sont touchés par la crise, les pouvoirs publics ont été dans l'obligation de prendre un ensemble de mesures, ils fournissent des liquidités, ils ont mis en place des programmes pour racheter les actifs à risque, ils ont procédé au renflouement des institutions financières et ils ont aussi apporté des garanties globales.

3. Responsabilité des actionnaires.

⁹ Nouriel Roubini est professeur d'économie à l'université de New York, et il est, selon le classement de Institutional Investor, parmi les 50 personnalités les plus influentes des milieux financiers.

¹⁰ Revue : finance et développement : la mondialisation bute sur la crise, mars 2009, page 06

Les actionnaires des banques peuvent être aussi à l'origine de cette crise. En effet, l'appât du gain peut pousser les actionnaires à faire prendre aux directeurs de grandes maisons financières des risques inconsidérés ; ils ne s'intéressent donc qu'à accroître les gains de la banque qu'ils peuvent partager. En outre, nous pouvons dire que les agents économiques ont, aussi, une part de responsabilité car leurs volontés et leurs désirs de s'enrichir (les gens veulent devenir riches sans travailler) les ont poussés à acquérir des valeurs mobilières risquées. En effet, les ménages américains, voulant dépenser plus qu'ils ne gagnent, n'hésitent pas à emprunter pour acheter des titres et misent sur un rendement et de dégager des bénéfices, ensuite, l'abondance des capitaux sur le marché boursier américain a poussé ces ménages à jouer la carte de titrisation systématique. L'euphorie des agents économiques y est encore un autre facteur ; l'économiste anglais John Kenneth Galbraith disait, à propos de la crise de 1929 que les anticipations de rendements, la croissance économique, les taux d'intérêt anticipés font place à la croyance selon laquelle l'augmentation des valeurs se poursuivrait¹¹. Cette euphorie des agents économiques ne peut-elle pas être un facteur qui a participé au déclenchement de cette crise ? A ce stade, nous pourrions citer Walter Bagehot qui a su résumer tout ce que veut dire ce mot euphorie, il disait : « les gens sont toujours plus crédules quand ils sont plus heureux »

D'après le professeur Robert Shiller, les bulles financières résulteraient du fait que les humains sont des animaux sociaux qui s'influencent les uns les autres, dans un phénomène de contagion sociale, en effet, à chaque fois qu'une bulle spéculative enflé, la hausse des cours boursiers est alimentée par des discours sur l'avènement d'une « nouvelle ère », de même, une augmentation prolongée des prix du logement renforce l'idée répandue que ces prix ne pouvaient que monter, ce qui entretient une tendance à la hausse inévitable¹². Ainsi, les influences des comportements humains sur la finance ont tendance à s'affirmer et nombre d'économistes estiment que la finance comportementale, c'est-à-dire la finance envisagée sous l'angle plus large de sciences sociales telles que la psychologie ou la sociologie, a de beaux jours devant elle.

Par ailleurs, l'attitude ou la stratégie de financement adoptée par les entreprises américaines est un autre facteur qui a alimenté la crise étant donné que la majorité d'entre elles recourent au marché financier pour se financer. Il est tout à fait clair qu'on ne peut pas responsabiliser ces entreprises du fait qu'elles ont opté pour le financement par le marché, mais l'effet ou la propagation de la crise aurait été moindre si les entreprises avaient pensé à diversifier leurs sources de financement.

4. Le rôle des agences de notation et des fonds d'investissements :

Il faut dire aussi que les agences de notation et les fonds d'investissements ont une part de responsabilité. Les institutions financières à effet de levier ont une inclination naturelle à prendre des risques excessifs sans internaliser l'alea moral. Les agences de notation (Standard and Poor's, Moody's, Fitch) sont chargées de noter la qualité de l'émetteur des titres de créances, dans ce cas, le nom du gouvernement américain apparaissait en tant qu'émetteur, ce qui faisait passer le produit hybride dans la catégorie des AAA, qui est la meilleure notation possible. En d'autres termes, les agences de notations ont une part de responsabilité car elles avaient noté des actifs, qui étaient dans la réalité très risqués, elles ont attribué la note de AAA. D'un autre côté, il y a les fonds d'investissements qui ont contribué aussi, à l'apparition de cette crise.

Ces fonds d'investissement (Hedge funds) sont financés par les banques. L'absence de contrainte dans le champ des investissements, la multiplicité des stratégies et le dopage des rendements par le levier sont les caractéristiques les plus structurelles de ces Hedge funds.

¹¹ John Kenneth Galbraith : la crise économique de 1929, petite bibliothèque Payot, 1989.

¹² Revue finance et développement, Décembre 2008, page 05

Ces derniers sont appelés aussi les rehausseurs de crédits¹³. Les hedge funds offrent deux avantages aux banques : ils réduisent d'une part les risques de crédit des banques en retirant des actifs de leur bilan, d'autres parts, ils améliorent la liquidité des banques en leur procurant un marché pour leurs opérations de titrisation et leurs autres stratégies de financement

Les rehausseurs de crédits sont donc, au cœur de cette crise, car en créant une demande inespérée pour les créances hypothécaires risqués, issus de subprimes, ils ont mélangés ces ABS avec d'autres créances moins risquées pour créer des CDO, ensuite, les banques ont vu le système de CDO sous l'angle de succès très rapide jugé à la fois sure et rentable, par conséquent elles ont multiplié des produits dits garantis. En outre, les investisseurs ont exercé une forte demande de ce type de produits afin de doper les performances de leurs fonds d'investissements ou OPCVM, ces fonds se sont trouvés en difficulté du fait de la chute de la valeur de leurs actifs, par conséquent, l'effondrement de la valeur de deux fonds d'investissement de la banque américaine Bear Stearns, révélé le 17 juillet 2007, a donné le signal de la crise.

Cela dit, on ne peut pas dire que les agences de notation et les fonds d'investissements sont restés à l'écart de cette crise, car d'après les éléments cités ci-dessus, ils ont contribué d'une manière directe au déclenchement de cette crise financière.

5. Faut-il responsabiliser le capitalisme ?

Le capitalisme est un système économique et social qui a pour base deux principes fondamentaux : la propriété privée et la régulation de l'économie par le marché. Adam Smith, le père de l'économie politique classique est le fondateur du capitalisme moderne avait conçu un modèle de société basé sur trois concepts fondamentaux : la division du travail, la théorie de la valeur travail et la main invisible. Cette dernière véhicule l'idée que l'intérêt individuel mène à l'intérêt général.

Si le passage d'une société féodale vers une société capitaliste s'est fait dans la violence¹⁴ l'avènement du capitalisme a donné naissance à des concepts économiques qui régissent, actuellement, la vie économique, aussi bien sur le plan macroéconomique (comme théories des avantages absolus, théories des avantages comparatifs, le commerce extérieur, le rôle de la politique économique, .. efficacité des marchés,etc.) que sur le plan microéconomique (rationalité, profit, intérêt, ...etc.).

Accuser, aujourd'hui, le capitalisme de tous les malheurs que vit l'humanité serait, à notre avis, injuste et ingrat. La nature humaine fait que les êtres humains défendent des idéologies, des principes et des idées quand leurs intérêts (économiques, sociaux ou politiques) ou leurs situations leur exigent une telle attitude, et ils sont prêt à défendre d'autres idées complètement différentes des qu'ils se retrouvent dans d'autres situations. Nous nous demandons comment les individus, les gouvernements et les Etats peuvent changer de vision et remettre en cause tout un système économique qui a été à l'origine de l'opulence de plusieurs Etats.

Le capitalisme est un mode de production qui se fonde sur la liberté économique et la non intervention de l'Etat dans la sphère économique, ainsi, dans ce contexte de crise,

¹³ Le rehaussement du crédit (credit enhancement) : il s'agit de l'amélioration du degré de sécurité des titres émis, afin de quantifier cette notion, l'opération de titrisation calcule un taux de rehaussement de crédit (TRC) à atteindre, par exemple : si on veut atteindre un TRC de 20 % sur 100 euros de créances éligibles, on émettra 80 euros sous forme de titres prioritaires vendus aux investisseurs, et 20 euros sous forme de titres subordonnés revendus au cédant, ainsi, les titres prioritaires sont rendus plus sécurisés.

¹⁴ Karl Marx pensait que le capitalisme est née dans la violence car les serfs ont été expropriés de leurs terres et de leurs moyens de production, suite à cela ils se sont dirigés vers les villes pour vendre leurs forces de travail aux capitalistes qui ne cessent d'exploiter ces serfs (devenus ouvriers) en leur versant des salaires très insuffisant

journalistes, économistes et même non économistes se sont précipités à mettre le capitalisme sur le banc des accusés car ils estiment que c'est cet excès de liberté et ce manque de régulation qui ont conduit les différents acteurs économiques (banques, individus, fonds d'investissements, ..etc) à prendre des risques démesurés, qui sont devenus incontrôlables. Cette vision nous paraît, à première vue, erronée et irrationnelle, nous pensons que les structures du capitalisme sont très ordonnées et la liberté économique prônée par ce système est à l'origine de la réalisation de profit par les agents économiques et non l'inverse¹⁵, en outre, le capitalisme a beaucoup changé dans les pays développés et la finance a été un vecteur décisif de ces changements depuis la disparition du système de Bretton Woods¹⁶ et la grande inflation des années 70.

S'agissant des conséquences de cette crise, au niveau macroéconomique, ce sont les pays en développement et les pays pauvres qui seront très touchés et ceci vu le caractère vulnérable de leurs structures économiques, sur le plan microéconomique aussi, ce sont les agents économiques ayant des revenus faibles qui verront leur pouvoir d'achat diminuer, suite aux pertes d'emplois, vu aussi qu'ils auront beaucoup plus de difficultés et d'obstacles qu'auparavant pour avoir accès au crédit bancaire. A cet égard, il y a lieu de se poser la question : est-ce que vraiment le capitalisme punit ceux qu'il semble avoir le plus récompensés ?

6. Le rôle de la mondialisation et de la globalisation :

Bien avant l'avènement de la mondialisation et de la globalisation, des études ont montré que les chocs de 1929 et de 1973 dévoilaient alors combien l'ouverture fait mal à l'activité industrielle. La responsabilité de ces deux phénomènes dans l'apparition des crises doit être prise d'une manière très relative. En effet, il serait injuste d'accuser la mondialisation de tous les malheurs de l'humanité mais il serait aussi irrationnel de penser ou de croire que la mondialisation est une panacée.

La mondialisation qui est définie comme étant l'augmentation des mouvements de capitaux à travers les frontières, est souvent accusée d'avoir provoqué une série de crises économiques. Par contre, la globalisation financière est le nom donné à des transformations qui ont affecté les principes de fonctionnement de la finance, ce sont des transformations très profondes qui associent étroitement la libéralisation des systèmes financiers nationaux et l'intégration internationale. Elle agit sur les conditions de la croissance, elle s'accompagne aussi d'une instabilité endémique qui nourrit des crises financières récurrentes, ces crises accompagnent l'extension de la libéralisation financière dans les pays en développement.

Cette crise a mis en évidence le caractère mondial du système financier et les interconnexions étroites entre les pays, par conséquent, sans en être responsables, de nombreux pays subissent de brusques arrêts de l'activité économique, des pressions sur le taux de change et la menace de perturbations financières. L'Europe n'est touchée par la crise que dans la mesure où des banques européennes ont acheté des titres gagés sur l'immobilier américain, Les banques ont vendu des obligations dans le monde entier, c'est ainsi que cette crise a revêtu un caractère mondial

Pour s'adapter à la concurrence, au développement des marchés et aux exigences de leur clientèle, les banques ont été amenées à diversifier leurs activités, néanmoins, la

¹⁵ Adam Smith, le fondateur de ce système, estime que l'intérêt individuel mène à l'intérêt général

¹⁶ Michel Aglietta, L'économie mondiale 2000, édition la découverte, collection repères, Paris 1999, page 52.

globalisation financière n'a pas entraîné la disparition des banques, bien au contraire, elle s'est traduite par une extension (diversification) des activités bancaires. En effet, les banques ont préservé leur place au sein des systèmes financiers en développant une activité profitable d'intermédiation de marché à côté de leurs opérations d'intermédiation traditionnelle ; la finance bancaire ne se limite désormais plus à l'octroi de crédits, les achats de titres par les banques contribuent de manière croissante au financement de l'économie¹⁷. Ceci dit, les économistes estiment que la globalisation financière a profondément modifié la gestion des banques, ainsi que les politiques de contrôle menées par les autorités de tutelle.

Nous pouvons dire donc, que dans un contexte de mondialisation et d'accroissement des échanges entre les pays, la question intéressante n'est plus celle qui consiste à s'interroger sur le degré de responsabilité de la mondialisation et de la globalisation, car le plus important, à ce stade, c'est de penser un nouveau cadre où il devient possible de surveiller le risque systémique au niveau mondial,

Conclusion :

Nous avons pu démontrer à travers cet article que les banques ne peuvent pas être tenues comme les seules responsables de cette crise financière qui a secoué le monde entier. Ainsi, bien que les banques sont un vecteur essentiel dans l'apparition de la crise, il ya plusieurs autres acteurs qui ont la même part de responsabilité (les pouvoirs publics, les agences de notations, les fonds d'investissements, les actionnaires, ...etc.). cependant, ce constat est loin d'être un consensus entre les économistes et spécialistes de la finance, par conséquent, ce l'opinion publique, les agents économiques et les masses médias sont loin, eux aussi, d'accepter l'idée que les banques sont les boucs émissaires dans cette crise.

D'une part, cette crise ne vient pas uniquement pour mettre en évidence les liens étroits entre l'économie réelle et l'économie financière mais elle nous confirme aussi l'idée selon laquelle il ya une complémentarité entre le rôle de l'Etat et celui du marché, il y a donc un impossible divorce entre l'Etat et le marché et en aucun cas, les Etats ne peuvent s'en remettre au seul marché. D'autres parts, elle met en relief le rôle de la réglementation bancaire, en insistant sur le fait que cette réglementation doit changer de nature. En outre, et en matière de réglementation, les solutions apportées à cette crise ne doivent pas se traduire par un excès de réglementation qui risque de déboucher sur une paralysie totale du secteur bancaire.

Le monde des banques est secoué par plusieurs crises financières, et ces dernières ont eu des effets néfastes aussi bien sur l'économie financière que sur l'économie réelle. L'opacité du secteur bancaire reste une réalité qui rend très difficile l'analyse d'une banque à partir des données qu'elle est légalement tenue de publier, il n'est pas possible à la simple lecture d'un bilan de banque de comprendre à quel type de risque cet établissement est exposé. Des lors, il nous paraît logique de poser la question suivante : est il raisonnable de continuer d'accorder le même intérêt au crédit bancaire en dépit de tous les problèmes économiques engendrés par ces crises bancaires ? Les spécialistes affirment que le système bancaire joue un rôle déterminant dans l'issue des crises financières¹⁸, en effet, et à titre d'exemple, lorsque l'Allemagne a été touchée par la crise de 1973, les géants de l'industrie n'ont pas hésité à se tourner vers les banques, en effet, l'interpénétration étroite entre les deux secteurs était l'une des structures économiques allemandes.

¹⁷ Revue : alternatives économiques, n° 254, janvier 2007, page 75.

¹⁸ Robert Boyer, Mario Dehove et Dominique Plihon : les crises financières ; rapport, édition la documentation française, paris 2004, page 83.

S'agissant des effets de cette crise, elle a eu des effets néfastes aussi bien sur le plan microéconomique (baisse du patrimoine des agents économiques, pertes d'emplois,) que sur le plan macroéconomique(déficits budgétaires,).les conséquences ont été tellement désastreuses que certains sont allés jusqu'à remettre en cause le mode de production capitaliste en l'accusant de tous les malheurs de l'humanité. Pour mettre fin à cette crise, les pouvoirs publics, dans chaque pays, ont pris un ensemble de mesure et de règlements, ne serait ce que pour atténuer de l'impact de cette crise et de la rendre moins dure afin de protéger les classes sociales les plus vulnérables. Cependant, tout le monde s'accorde à dire que la tâche la plus difficile à rétablir c'est la confiance des agents économiques en la bourse et en le monde de la finance.

Références bibliographiques

1. Jacques Abadie et Jacques Wagner : 29 / 73, le choc des crises, le poids des transformations, édition Marketing, 1990,
2. Collyns Charles: la crise à la lumière de l'histoire, revue finances et développement, page 18, décembre 2008
3. Frédéric Burguiere : les limites de l'analyse quantitative : le cas des banques thaïlandaises, article.
4. Revue : finance et développement : la mondialisation bute sur la crise, mars 2009, page 06
5. John Kenneth Galbraith : la crise économique de 1929, petite bibliothèque Payot, 1989
6. Revue finance et développement, Décembre 2008, page 05
7. Michel Aglietta, L'économie mondiale 2000, édition la découverte, collection repères, Paris 1999,
8. Revue : alternatives économiques, n° 254, janvier 2007,
9. Site internet : www.financeite.be.
10. Michel Goussot : les Etats unis dans la nouvelle économie mondiale, édition Armand Colin, Paris 2000.
- 11.